

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

ÉDITO

Par Renaud Chenu

« Si les syndicats veulent l'épreuve de force, je suis prêt. Deux mois sans train, eh bien! Ce sera deux mois sans train! Ou plutôt deux mois sans les cheminots. Moi j'imposerai le service minimum, avec l'armée s'il le faut. » (*Le canard enchaîné*, 10/10/2007, rapportant un propos de Sarkozy). Le ton est donné. La guerre est déclarée. Si le secrétaire d'Etat Bernard Laporte n'a pas réussi à transformer l'essai de la victoire contre les All Blacks en terrassant la perfide Albion, son ami le président est bien décidé à transformer l'essai de sa victoire électorale sur le terrain social. Service minimum, régimes spéciaux, autonomie des universités, franchise syndicale, réforme de la carte judiciaire (liquidation des petits tribunaux qui coûtent chers), amendement Mariani sur la vérification de la filiation par le recours aux tests ADN pour le regroupement familial, rapport Attali préconisant de libérer de toute contrainte la grande distribution (Attali, ce courtisan ridicule se vendant à tous les pouvoirs...), c'est sur tous les terrains que le gouvernement attaque. Comme le gouvernement précédent, celui-ci s'attaque de concert aux droits démocratiques et sociaux. Pour que les acquis sociaux se réduisent comme peau de chagrin, il faut désarmer l'adversaire sur le plan démocratique, et inversement. Le sens de notre combat politique est là : être socialiste, être de gauche, c'est défendre le bien commun, c'est à dire les services publics, le salaire socialisé, nos libertés individuelles et collectives. Nous ne pouvons séparer les questions démocratiques et sociales. Notre réponse aux attaques coordonnées et cohérentes de la droite au pouvoir doit être tout aussi cohérente.

L'autonomie des Universités débouchera inéluctablement sur son financement privé donc son inféodation à la logique du profit. Ce n'est pas un hasard si cette loi, annonçant en filigrane le désengagement de l'Etat de l'enseignement supérieur public, prévoit également le renforcement des pouvoirs des présidents des universités et la réduction de la représentation des personnels et des étudiants dans les conseils d'administration. La franchise médicale couplée à la construction et à (suite page 2)



Ce n'était pas un putsch, c'était comme à la Bastille

Il y a 90 ans, la révolution d'octobre en Russie. Ci-dessus, photographie du bataillon de femmes organisé par le soviet de Petrograd.

SOMMAIRE

- Page 1 Editorial, *Renaud Chenu*
- Page 2 La loi Pécresse ne passera pas! *Martin Crouzet.*
- Page 3 Calendrier des séminaires de l'Offensive Socialiste et de Parti Pris. *Appel du 22 octobre.*
- Page 4 Pour sortir de l'Impasse, refermer la parenthèse libérale de 1983. *Julien Guérin.*
- Page 6 La bataille est dans la rue, *Yoann Rouvière.*
- Page 7 Brèves, *Jean-François Claudon.*
- Page 8 Réflexion socialiste à l'occasion du Grenelle de l'environnement. *Ernest Simon.*

l'instrumentalisation du trou de la sécu ne sont que des mélodies jouées par ceux qui chantent la privatisation de la sécu, source de profits ahurrissants que les compagnies privées d'assurance comptent bien rafler. Imposer la fin des régimes spéciaux en même temps que le service minimum sous couvert d'allongement de la durée de la vie et de la réduction de la pénibilité des métiers répond davantage à une question de pouvoir sur les poches de résistance du salariat qu'à une logique comptable et démographique. Si la logique comptable présidait aux décisions du pouvoir, le paquet fiscal offrant 15 milliards aux plus riches n'aurait pas été voté.

Le sens de ces réformes correspond à la normalisation de notre pays dans le cadre de la mondialisation, à sa conformation au modèle anglo-saxon. La rupture de Sarkozy n'a pas pour but de « réveiller la croissance », « relever la France » ou autres abstractions évanescences du jargon des déclinologues ultra-libéraux, mais de faire gagner des points au libéralisme, c'est à dire à la loi de la jungle qui permet la maximisation du taux de profit global du capital sur le travail. C'est une politique de classe, brutale et arrogante, « Moi, j'imposerai le service minimum, avec l'armée s'il le faut. »

Sarkozy n'a pas la légitimité démocratique pour détricoter d'avantage le tissu social de ce pays. Les 53% de sa victoire sont fondés sur l'illusion de l'homme providentiel consubstantielle au plébiscite présidentiel sur lequel est fondé le régime. L'élection présidentielle n'est pas un moment démocratique. C'est un shoot médiatico-idéologique à haute dose fondé sur le mythe bonapartiste antidémocratique en soi de « la rencontre d'un homme et d'un peuple ». Chirac, qui connaît son sujet, disait en mars qu'« élire Sarkozy reviendrait à allumer un barbecue dans l'Esterel. » Le barbecue est allumé, et si le pyroman est un pompier qui sait manier le kärcher, ne nous laissons pas abuser. Sa majorité réelle dans les institutions ne l'est pas *ad vitam eternam* dans l'opinion. Nous devons mener la bataille, sur le plan idéologique et politique, être une opposition résolue et combative. Notre rôle dans la jeunesse est de construire l'unité d'action avec les salariés contre les attaques que nous subissons. C'est enfoncer une porte ouverte que de le dire: aux attaques multiples du gouvernement, la riposte unitaire doit prévaloir. Le 18 octobre a constitué le début de la contre-offensive. Sarkozy est en guerre, « aux armes citoyens ! », comme dit la chanson... ■

LA LOI PÉCRESSE ME PASSERA PAS !

Par Martin Crouzet.

Comme vous le savez sans doute déjà chers lecteurs, au mois d'août dernier était votée la loi dite « libertés et responsabilité des universités » également appelée « loi d'autonomie des universités ». Le premier ministre François Fillon s'était déjà obligeamment chargé de nous avertir que cette réforme serait sans doute « la plus importante » de son mandat. Quels sont alors les changements apportés par cette loi au modèle universitaire actuel ? Deux axes principaux se dégagent : le financement des universités et leur « gouvernance ».

Pour le financement, il ne se fera plus de manière planifiée et récurrente par rapport aux besoins exprimés par les universités et les populations mais suivant une logique de contrat entre l'université et l'État visant à valoriser une recherche plus compétitive. Cette logique contractuelle est déjà en soi une remise en cause des missions du service public d'enseignement supérieur : assurer à chaque citoyen le développement d'un esprit critique et l'acquisition de qualifications reconnues lui permettant de faire valoir ses droits face au patronat. Le gouvernement va cependant plus loin dans l'abandon du service public puisqu'il confie aux universités de nouvelles compétences, notamment la gestion de leur patrimoine mobilier et immobilier, le tout sans donner de moyens supplémentaires. Comment les universités vont elles pouvoir financer leur activité avec ces dépenses supplémentaires ? Le gouvernement Fillon a la solution : les partenariats privés. Les universités pourront donc se financer directement par le biais des entreprises sans réel contrôle.

Quant à la « gouvernance », les universités seront désormais dirigées par un nombre restreint de personnes regroupées au sein d'un Conseil d'Administration comprenant une grande proportion (jusqu'à 40%) de « personnalités extérieures », représentantes du « monde économique ». De plus, cette loi instaure une grande concentration de pouvoirs entre les seules mains du président véritable P-DG tout puissant. Cerise sur le gâteau, ce président omnipotent n'est plus obligé d'être enseignant/chercheur et peu donc tout a fait être l'un des chefs d'entreprise partenaire de l'université. Pour parachever le tout, le gouvernement met également en place une barrière sélective à l'entrée de l'université par le biais de « l'orientation active », dispositif visant à décourager certains bacheliers de s'inscrire à l'université.

(suite page 3)

Appel à l'Abrogation de la loi Péresse

Nous, signataires du présent appel, organisations politiques, syndicales, associatives et collectifs, exigeons l'abrogation de la loi Péresse, « relative aux libertés et aux responsabilités des universités ». Nous rejetons le principe même de cette loi et nous refusons d'accorder de la légitimité au processus de pseudo concertations mené par le gouvernement au mois de juillet.

Nous n'acceptons notamment pas :

l'autonomie de gestion budgétaire et la recherche de ressources propres. En organisant la pénurie budgétaire, l'Etat contraint les universités à recourir pour son financement aux fondations et au mécénat, c'est-à-dire aux intérêts privés : cela permet une véritable privatisation. De plus, autonomie financière et pénurie budgétaire donneront prétextes et moyens à l'augmentation des frais d'inscription, facteur de la sélection sociale ;

la systématisation des dispositifs de pré inscription et d'orientation active qui introduisent une forme de sélection à l'entrée de l'université ;

la révision de la composition des conseils d'administration et le renforcement du pouvoir des présidents, qui ont pour fonction de faciliter une gestion entrepreneuriale. La proportion de personnalités extérieures issues du patronat, non élues, augmente au détriment des élus des personnels et des étudiants. Les universités sont destinées à être transformées en centres de formation et de recrutement adaptés aux besoins immédiats du patronat ;

le recrutement de contractuels précaires (déjà nombreux aujourd'hui) pour le personnel enseignant et non enseignant à la place de fonctionnaires cassera les statuts de la fonction publique, et encouragera également la séparation entre enseignement et recherche.

Cette loi est un élément clé dans la mise en œuvre du projet de privatisation et de professionnalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle accentue l'individualisation des diplômes qui ne correspondront plus à des qualifications reconnues dans le monde du travail. Pire encore, elle fait de l'université une véritable entreprise en l'autorisant à exercer des activités commerciales confondues avec ses activités de service public. C'est donc une attaque contre les droits de l'ensemble des travailleurs.

Parce que cette loi va aggraver et non résoudre les problèmes de l'université, nous devons nous battre également :

pour de véritables diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives, pour un financement public de l'enseignement supérieur à la hauteur des besoins, pour le maintien du statut des personnels et la titularisation de tous les personnels précaires.

Par ailleurs, le gouvernement multiplie les offensives : service minimum, chasse aux immigrés, franchises médicales ; et en prépare d'autres : régimes spéciaux de retraites, contrat de travail unique. Il cherche à s'attaquer en priorité aux secteurs les plus mobilisés ces dernières années, parmi lesquels les jeunes et les salariés du public, et à saper leur capacité de mobilisation. L'université est donc une cible de choix. C'est pourquoi nous appelons les étudiants et les personnels, enseignants et BIATOS, à la mobilisation pour obtenir l'abrogation de la loi Péresse, conformément aux appels locaux de nombreuses universités (Toulouse Mirail, Rennes I, Bordeaux I, etc). Nous proposons aux organisations qui se sont prononcées pour l'abrogation de la loi de construire ensemble la lutte et nous appelons celles qui ne l'ont pas encore fait à nous rejoindre.

Pour notre part, nous préparons la construction démocratique de la lutte et nous ne nous interdirons aucun moyen d'action, notamment la grève.

Nous apportons notre soutien à toutes les initiatives locales allant dans le sens de la mobilisation.

La boucle de la liquidation du service public est ainsi bouclée : par le biais des financements les entreprises contraignent les universités à orienter leur recherche et leurs enseignements dans un sens qui leur profite, par le biais du CA où elles ont la main haute elles font acter leur volonté par la direction politique de ces mêmes universités. Ce système aboutit donc à l'émergence d'une université à deux vitesses avec, d'un côté des universités surfinancées offrant des formations de qualité aux étudiants qui auront pu passer la barrière de « l'orientation active », de l'autre des universités sous-dotées, offrant des formations courtes, non reconnues sur le marché du travail pour les étudiants défavorisés. La bourgeoisie caricaturale au pouvoir met donc tout en place pour réserver à sa progéniture l'accès aux études supérieures, cherchant à empêcher toute ascension sociale afin de conserver le pouvoir économique entre ses seules mains.

Parce que chacun de ses articles est en opposition frontale avec l'intérêt des jeunes et des travailleurs et avec le projet d'une société socialiste où la collectivité donne à chacun les moyens de vivre et de s'émanciper de toute tutelle familiale, religieuse ou économique nous ne pouvons que nous prononcer pour l'abrogation de la loi « relative aux libertés et responsabilités des universités ». ■

Nous avons pris la décision de publier ci-contre cet appel unitaire contre la loi Péresse, à l'initiative de syndicalistes étudiants et de militants d'organisations politiques de jeunesse de gauche. Cet appel participe de la construction de l'Unité face aux attaques du gouvernement.

Séminaires de l'Offensive Socialiste et de Parti Pris:

Jeudi 8 novembre 19h30: droit du travail.

Samedi 1er décembre 13h30: retraites.

Jeudi 20 décembre 19h30: Sécurité Sociale.

Assemblée Nationale (126 rue de l'Université, Paris 7ème)
pour inscription, envoyer Nom et Prénom sur
unite_journal@yahoo.fr

POUR SORTIR DE L'IMPASSE : REFERMER LA PARANTHÈSE LIBÉRALE

réflexions à partir du livre de Lionel Jospin *L'Impasse*

Par Julien Guérin

Lors de la sortie du livre de Lionel Jospin beaucoup de journalistes politiques (qui se muent souvent en donneurs de leçons) ont tenté de nous expliquer que cet ouvrage n'était qu'un brûlot ne donnant aucune lecture politique. Dans le panorama des livres publiés depuis quelques mois sur la défaite de la gauche, celui de Jospin est pourtant une vraie analyse de fond, rigoureuse et structurée qui vaut la peine d'être lue. En tout cas c'est une contribution utile au débat en cours sur la refondation du PS.

L'ancien Premier Ministre revient sur sa défaite d'avril 2002, analyse la séquence 2002-2007, décrypte sur la désignation et la campagne de Ségolène Royal avant de tracer des pistes pour la gauche. Jospin juge la gauche dans une impasse et tente de donner des perspectives pour en sortir. Nous tenterons de dégager les points de convergence possibles (et il y en a) mais aussi les divergences que nous avons avec les analyses que fait Jospin. Nous pensons comme lui que le PS et la gauche sont dans une impasse mais il reste à voir où celle-ci

prend ses racines pour dresser de solides perspectives de reconquête.

Pour commencer il faut se livrer à un bilan sérieux des 5 ans de la gauche plurielle. Lionel Jospin continue à défendre bec et ongles son bilan des années 1997-2002 et de juger sa défaite du 21 avril comme un simple accident électoral conjoncturel. Il ne parle pas et ne revient pas sur ce qui fut le grand tournant du socialisme français : mars 1983... Le PS et ses alliés ont alors décidé de tourner le dos à leur promesse de "changer la vie". La gauche a fait le choix de l'Europe libérale, de la politique du Franc fort et du blocage des salaires sans que ce tournant ne soit voté par une quelconque instance du PS. Il faut partir de là pour comprendre ensuite les échecs et les limites de la gauche au pouvoir. En faisant le choix de l'adaptation libérale en 1983 le PS ne pouvait plus que soulager les plaies du rouleau compresseur libéral mondialisé et non plus changer les fondements même du système... C'est dans ce cadre que s'inscrit justement le gouvernement Jospin.

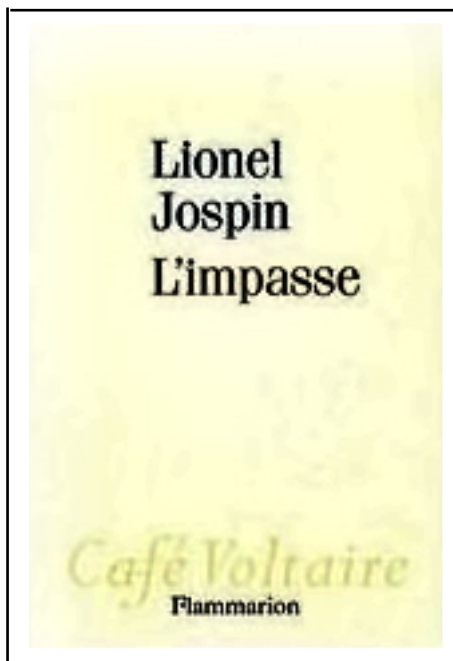
Son bilan est mitigé car il n'a pas eu la volonté de s'attaquer de front à la logique libérale. Si les 35 heures furent une grande avancée sociale qu'il faut plus que jamais défendre, la gauche n'a pas été assez loin pour qu'elles soient un vrai outil de lutte contre le chômage. Même si le rapport capital-travail avait commencé à s'améliorer pour les travailleurs la politique salariale est restée insuffisante pour vraiment redistribuer les richesses. Certes il y a eu des points positifs et des avancés mais il aurait fallu davantage s'appuyer sur le mouvement social, donner des droits démocratiques nouveaux aux salariés, mener la bataille en Europe pour sa réorientation... Ces combats qui ne furent pas menés avec suffisamment

de vigueur expliquent l'échec du 21 avril et l'élimination du candidat socialiste dès le 1er tour.

Nous avons après 2002 milité avec la gauche du parti pour que le PS choisisse une nouvelle orientation plus en phase avec les aspirations du salariat et du mouvement social et qu'il tire toutes les leçons des insuffisances du gouvernement de gauche plurielle. Sur cette séquence Lionel Jospin choisit de défendre la direction du parti et ne comprend pas la nécessité d'une ligne de gauche authentique pour le PS. De même, il semble sous-estimer la combativité

des salariés qui par deux fois (retraites en 2003, CPE en 2006) font trembler le pouvoir sur ses bases. *Idem* pour la victoire contre la constitution libérale européenne en mai 2005 que Jospin réduit à une simple fronde contestataire sans en comprendre la profondeur et la signification sociale et politique : le peuple n'en peut plus de cette logique libérale qui pousse à la casse des services publics, à la concurrence acharnée et aux délocalisations... La gauche aurait pu et du s'appuyer sur cette aspiration à revenir sur les choix faits en 1983 (on y revient tiens tiens...). C'est justement parce que le premier parti de gauche a refusé de s'appuyer sur cette victoire de classe que la candidature de Ségolène Royal a pu s'imposer.

Sur l'opération de mystification qui a consisté à faire de Ségolène Royal le sauveur suprême de la gauche nous partageons les grands traits de l'analyse de Jospin, même si nous ne partons pas tout à fait du même constat. Pour éviter sa candidature il fallait pour nous dès le congrès de Dijon en 2003 une nouvelle majorité qui remette le PS sur les rails d'une orientation vraiment de gauche. De plus, (suite page 5)



l'approbation par la majorité des dirigeants de la gauche du parti de l'artificielle synthèse au Mans en 2005 a remis en scelle la direction affaiblie en lui permettant de préparer une candidature inattendue au départ. Les adhésions à 20 euros s'inscrivent bien dans ce cadre. Jospin l'a bien compris : l'équipe Royal veut un parti de supporters et non plus de militants. Nous sommes bien sûr 100 % d'accord pour défendre le parti contre ses liquidateurs qui veulent un parti démocrate à l'américaine.

Sur la campagne nous partageons la plupart des analyses de Jospin. Ségolène Royal avait tous les atouts pour gagner : un pouvoir affaibli, un candidat de droite dure, une gauche offensive et désireuse d'en découdre... Et pourtant... En refusant de porter le fer sur les questions sociales, en ne répondant pas aux attentes concrètes des salariés la candidate socialiste a perdu. De même, Jospin a raison de dire que Royal en comptant seulement sur sa soi-disant relation personnelle avec la France et pas assez sur la force collective des socialistes a déboussolé beaucoup de militants et d'électeurs de gauche peu habitués à entendre, dans la bouche de leurs représentants, d'incessantes références bibliques et religieuses...

Nous avons désormais une droite de combat qui a la volonté de thachériser la France, il faut donc une gauche à la hauteur de cette situation difficile pour notre camp. Jospin commence par dire, à juste titre, que le PS ne doit pas faire l'erreur de s'allier avec le MODEM de Bayrou. Ce serait effectivement une vraie rupture, le parti d'union de la gauche d'Epinay serait mort et cela, ni Jospin ni nous ne le souhaitons. Il faut mener la bataille dans le parti avec tous ceux qui veulent des listes de toute la gauche sans le MODEM aux municipales de mars 2008 ! L'alliance avec le MODEM serait contre-nature sur le fond et inefficace électoralement car on perd à gauche sans jamais rien gagner sur la droite.

Jospin défend aussi un grand parti de toute la gauche; nous préférons dire nous un *parti unifié du salariat*.

Oui il faut un parti de toute la gauche qui tire le bilan du stalinisme mais aussi, et c'est peut être là que nous divergeons avec l'ex chef du gouvernement, referme la parenthèse ouverte en 83. Un parti ancré au cœur de la gauche et non à ses marges, capable d'être présent au côté du mouvement social et qui soit aussi fidèle aux salariés que l'UMP ne l'est aux patrons. Un parti qui tranche son orientation démocratiquement, qui unifie et non qui divise, qui veut tirer toute la

celle ci.

Pour nous, sortir de l'impasse c'est œuvrer au rassemblement antilibéral de toute la gauche et non à la seule union de la gauche antilibérale !

Union de toute la gauche, pas d'alliance avec le MODEM !

Action contre la droite et le MEDEF dans le mouvement social et les syndicats !

Programme commun de rupture qui referme la parenthèse libérale de 83 ! ■

LE PS PRÊT À ANALYSER
LA DÉFAITE DE ROYAL



Copyright Charlie Hebdo

OFFENSIVE SOCIALISTE

Comité de Rédaction d'UNITÉ

Laure Jiquot (75)	Thomas Chavigne (31)
Jean-François Claudon (75)	Emilie Leblond-Masclat (35)
Julien Guérin (43)	David Torres (75)
Laurent Johnny (94)	Tunjaï Cilgi (64)
Renaud Chenu (55)	Yoann Rouvière (43)
Ernest Simon (44)	Pierre Cortese (63)

Numéro 6, octobre-novembre 2007

adresse e-mail:

unite_journal@yahoo.fr

Articles anciens numéros: téléchargeables sur:

www.democratie-socialisme.org/

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

LA BATAILLE EST DANS LA RUE.

Par Yoann Rouvière.

Que retiendra-t-on de ce mois d'octobre? Un mois pathétique qui aura vu la grande désillusion des fans de rugby ou un joli mois d'octobre rouge qui verra le début d'érosion du pouvoir Sarkozyen?

Bien que les médias n'en font pour l'instant qu'un très faible écho, la rentrée sociale semble vouloir s'inviter à la table des discussions. Il faut dire que les sujets de polémique ne manquent pas, tant le gouvernement est pressé de mettre en place cette pseudo-rupture tranquille (qui ressemble à si méprendre à une continuité néolibérale). Leur souhait le plus cher est d'en finir avec l'esprit de 68. Non pas celui des mondains de gauche type Bernard Kouchner (et pour cause), mais celui de centaines de milliers de salariés unis pour le progrès social. Pour cela il met en place un véritable plan de bataille. Au menu de l'ogre néo-libéral, tout d'abord écraser les résistances salariales. Pour le secteur privé, c'est facile combiner la peur du chômage avec la pseudo promesse de leur faire gagner plus (inutile de préciser une fois de plus la fumisterie de ce discours qui a malgré tout fait des ravages dans les rangs du salariat). Pour le secteur public, là, c'est plus dur. Pour arriver à ses fins il faut avant tout réduire le rôle des syndicats et la force de ces « nantis » de fonctionnaires.

La première salve est pour les transports: création du service minimum. Saupoudrer cette attaque d'un populisme éhonté laissant croire que les dysfonctionnements sont uniquement dûs au fait de grèves. Alors qu'en réalité ils n'en représentent que 2%. Mais ils sont au combien révélateurs de la politique de restriction budgétaire responsable des défaillances matérielles, des insuffisances de moyens humains, financiers... Entraînant ainsi une baisse de la qualité du service par la suppression de dessertes, des retards, des dégradations de la fiabilité. Tout cela dans le but évident de casser la machine pour mieux privatiser. Ainsi cette loi sur les services ne réglera en rien les problèmes rencontrés par les usagers (preuve à l'appui: la situation des transports anglais), mais n'a comme seul objectif de contrer le pouvoir de blocage que représente une grève. C'est donc une atteinte directe au droit de grève, victoire sociale de 1880, garantie par la constitution, qui fut l'un, si ce n'est le moteur de progrès social du XXème siècle.

Dans le même registre la deuxième salve est pour les retraites, histoire de terminer le travail entamé en 1993 par le mentor de Sarkozy: Balladur, avec ses décrets. Et ce sous prétexte d'assurer le financement des retraites et surtout de l'« équité » entre privé/public. Le financement des retraites de « régimes spéciaux » ne représente aujourd'hui seulement que 4,2% du total des retraites et sera d'environ 1,6% à l'horizon 2025. C'est dire si la découverte par le gouvernement de ce gigantesque trésor est susceptible de sauver le régime des retraites.

D'autre part, la notion d'« équité » apparue dans la bouche d'un Sarkozy défenseur de la classe patronale, ne s'applique seulement qu'aux salariés. *Quid* des retraites et des parachutes dorés des dirigeants d'entreprises? Ces soi-disant régimes spéciaux sont en fin de compte les survivances des luttes sociales passées et des acquis gagnés par le salariat après la deuxième guerre mondiale. L'objectif poursuivi par le gouvernement du Medef est donc une fois de plus d'écraser les secteurs qui furent le fer de lance des grandes grèves de 1995. Dans le but de passer d'un système de solidarité à un système de retraite par capitalisation. Preuve en est du fleurissement de toutes les nouvelles pub offertes par telles ou telles banques pour financer notre retraite.

Troisième salve et non des moindres le démantèlement progressif de la sécurité sociale et de l'ensemble du système de santé, par l'instauration de nouvelles franchises médicales. Cette nouvelle trouvaille pour faire des économies doit être replacée dans un contexte d'instauration progressive de forfaits. Pour rappel celui de 1 euro sur les consultations depuis 2004, celui de 18 euros sur les actes supérieurs à 91 euros depuis 2006, le forfait hospitalier mis en place en 1983. Ajoutons à cela la restructuration de la carte Hospitalière dans une logique purement financière (Hôpital 2007 en attendant d'aller encore plus loin avec Hôpital 2012). Cette nouvelle réforme va une fois de plus toucher de plein fouet notre système de soins. L'objectif dissimulé est la privatisation progressive et l'émergence progressive d'une médecine à deux vitesses semblable au système américain tel que le décrit Mickael Moore dans son dernier film. Ces franchises médicales ont pour prétexte deux arguments fallacieux. Tout d'abord, assurer l'équilibre de l'assurance maladie, on offre donc au patronat une baisse de cotisation pour offrir au salariat de nouvelles dépenses. D'autre part, il est temps selon Sarkozy de « responsabiliser les malades pour qu'ils consomment moins ». Alors oui la demande de soin risque de diminuer, mais cela va se faire aux dépens des patients qui n'auront plus les moyens de se payer le droit à la santé (droit fondamental inscrit dans la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen). Et donc vers un abandon du système de prévention pourtant au combien nécessaire si l'on veut éviter des catastrophes sanitaires du type Canicule en 2003.

Toutes ces raisons poussent donc le salariat à sortir de sa réserve. Devant de telles attaques, nous, jeunes de l'Offensive Socialiste nous continuerons à dénoncer les méfaits de cette politique néolibérale. Nous oeuvrons donc dans l'unité d'action, pour que tous ces mots d'ordres convergent. Nous sommes déjà au côté de notre classe dans la rue, pour infliger à Sarkozy et sa clique du Medef une première défaite sociale qui en appellera d'autres... ■



(CETTE FOIS, (COMME LA DERNIÈRE FOIS) C'EST NON ! !

Il nous l'avait promis, il est de retour. L'élection de Sarkozy annonçait la relance de l'Europe libérale qui veut surmonter la crise dans laquelle l'ont plongée les votes Non des Pays-Bas puis de la France. Et en effet, le « traité modificatif européen » (TME), voté dans la nuit du jeudi 18 octobre, n'a pas le même nom, mais il est bien le clone du TCE antidémocratique, antisocial et antilaïque rejeté par référendum. Certains termes changent, puisque le texte ne se présente pas comme une constitution. Ainsi, en lieu et place du « ministre des Affaires étrangères européennes », serait institué un « Haut responsable de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ». Détails dérisoires pour tout militant avancé et qui ne trompera pas les salariés attachés à l'Europe sociale. Car là où le bât blesse, le texte est un véritable copier-coller du TCE. La « concurrence libre et non faussée », chère à Giscard, est déjà mentionnée par les Traités de Rome et de Maastricht? Que cela ne tienne, on en remet une couche dans le protocole 6 ! La BCE, indépendante et dont le seul objectif est la lutte contre l'inflation, avait choqué de nombreux Européens ? Peu importe, cette clause est maintenue et la stabilité des prix devient même un objectif de l'Union ! Même le dialogue officiel avec les Eglises est maintenu (point 28)... Tout est à jeter dans ce texte ! Pas de social, pas de démocratie ! Que du répressif, de l'ultra-libéral et du clérical ! Il faut donc dès maintenant préparer la riposte unitaire de toute la gauche, afin de lutter, dans un premier temps, contre une adoption par voie parlementaire du TME, puis pour la



A VOYOU, VOYOU ET DEMI !

Au sein des couches dirigeantes et des médias, il est de bon ton de critiquer les « patrons-voyous », qui risquent de « tuer le capitalisme »(1), ou tout du moins de déséquilibrer, par leurs artifices véreux, la « prétendue » naturalité de l'économie libérale(2). Il semblerait en effet qu'il y ait matière à vilipender les patrons « immoraux », suite aux différents scandales politico-financiers qui ont défrayé la chronique depuis quelques semaines. Après les soupçons de délit d'initiés qui entourent le groupe Lagardère, c'est le grand patronat dans son ensemble qui est visé par l'affaire Gautier-Savagnac, président de l'UIMM... Alors, faut-il, comme les bourgeois naïfs ou les socialistes errants se dire « choqué » de ces procédés, juger « immoraux » ces agissements illicites, au risque de parer de toutes les vertus l'économie libérale épurée ? Non, mille fois non ! En authentiques socialistes, nous devons dire que les patrons ne sont ni des salauds, ni un troupeau dans lequel se dissimuleraient quelques brebis galeuses. Être patron, c'est une fonction sociale. Vous pouvez être un bon mari, un père de famille extra ou un mec cool, il reste que, si vous êtes patron, votre job, c'est de valoriser le capital. Peu importe la personnalité réelle, puisqu'elle est masquée par la fonction sociale. C'est ce qu'affirmait Marx dans les années 1860 lorsqu'il écrivait que « les masques divers dont [les personnes] s'affublent suivant les circonstances ne sont que les personnifications des rapports économiques qu'elles maintiennent les unes vis-à-vis des autres »(3). Il n'y a pas de patrons immoraux, ce qui impliquerait d'ailleurs que les autres soient des anges : le capital est un rapport social, qui se situe avant tout questionnement éthique. Marx a eu cette phrase historique pour expliquer la formation du capital industriel. « Ce fut la traite des nègres qui jeta les fondements de la grandeur de Liverpool ; pour cette ville orthodoxe, le trafic de chair humaine constitua toute la méthode d'accumulation primitive »(4). Qu'on se le dise ! Il ne s'agit pas de « moraliser » l'économie capitaliste, ni de proposer un « projet de société » éthique ! En socialistes, nous croyons que le système que nous défendons, et vers lequel les salariés convergent à chaque mouvement social, est plus efficace, plus modéré et plus économe en violence que le capitalisme. Nous ne nous offusquons pas des scandales de la bourgeoisie, nous savons que c'est son rôle de sauver le capital. « Ni rire, ni pleurer, comprendre », disait Spinoza ; encore faut-il adjoindre à la compréhension, la lutte politique frontale contre un système anarchique, qui mène le monde à sa perte. ■

(1) BEBEAR C. & MANIERE P., *Ils vont tuer le capitalisme*, Plon, 2003.

(2) A ce sujet, voir MARX K & ENGELS F., *Etudes philosophiques*, Editions sociales, 1977, p. 94 : pour les économistes, « les institutions de la féodalité sont des institutions artificielles, celles de la bourgeoisie sont des institutions naturelles. [...] Donc, les rapports [de production capitalistes] sont eux-mêmes des lois naturelles indépendantes de l'influence du temps ».

(3) MARX K., *Le Capital*, I, « Le développement de la production capitaliste ».

(4) MARX K., *Ibid.*

RÉFLEXION SOCIALISTE À L'OCCASION DU "GRENNELLE DE L'ENVIRONNEMENT".

Par Ernest Simon.

La question écologique est devenue en quelques années centrale dans le débat politique. L'attention portée à la tentative de candidature de Nicolas Hulot lors de la dernière présidentielle en fut un parfait exemple. Pour beaucoup, l'urgence écologique devait conduire à dépasser le clivage gauche/droite pour pouvoir espérer la mise en oeuvre rapide de mesures concrètes. Au contraire, la négation du clivage gauche/droite conduira fatalement à l'échec de l'indispensable révolution écologique.

La droite cherche la confusion: pour preuve la dénomination du « Grenelle de l'environnement ». C'est, suivant la tactique élaborée pendant l'élection présidentielle, une manière de reprendre à son compte encore une fois un héritage politique et syndical de la gauche (« les accords de Grenelle »). Si le souci environnemental est une préoccupation de plus en plus partagée, l'objectif final et les moyens employés diffèrent que l'on soit de gauche ou de droite.

L'évolution de l'idée de nature.

Le développement de l'économie s'est inscrit dans une logique de maîtrise de la nature. Cette idée fut notamment exprimée par René Descartes qui pensait qu'avec la connaissance nous pouvions « nous rendre maîtres et possesseurs de la nature ». Les économistes classiques se sont ensuite souciés de la rareté des ressources naturelles (Malthus qui s'inquiétait des insuffisantes ressources agricoles qu'il mettait en parallèle avec la croissance démographique, Ricardo et la fertilité décroissante des terres). Ces préoccupations furent écartées par des économistes comme Jean Baptiste Say (l'auteur de la loi sur les débouchés « l'offre et la demande ») qui pensaient que les ressources naturelles comme l'eau et l'air sont inépuisables car gratuites. La seule inquiétude qui demeurait était de disposer d'assez de facteurs de production (travail et capital) pour exploiter les ressources naturelles. Cette conception, poussée à l'extrême avec le développement du capitalisme, nous conduit aujourd'hui vers une catastrophe écologique.

Refonder notre rapport à la nature.

L'apparition de la notion de développement durable traduit la prise de conscience de l'imminence de ce péril écologique. La définition classique du développement durable indique qu'il faut prendre en compte l'environnement, l'économie et le social. L'ordre des mots a un sens : l'économie est avant le social. Et que contient le social ? Bien peu. Il suffit pour cela de lire la partie consacrée au développement durable dans un

rapport d'activité d'une grande entreprise pour voir que le social est souvent associé à de simples actions caricatives.

Pour la gauche, il faut repenser le triptyque nature-économie-social en partant sur une nouvelle compréhension de l'économie. L'économie est « une activité raisonnée de transformation du monde afin de satisfaire les besoins humains » (René Passet). L'économie est au service de l'homme et il ne saurait y avoir d'autre mesure du progrès économique que le degré d'accomplissement de cette finalité. Dès lors, trois sphères sont en présence:

- la sphère naturelle, socle indispensable à la vie, que l'on transforme;
- la sphère humaine, pour laquelle la transformation s'affectue;
- la sphère économique, où s'effectue cette transformation.

Comme le souligne René Passet (1), la relation d'inclusion qui relie ces trois sphères entraîne d'importantes conséquences:

- « Les activités humaines et naturelles comportent des dimensions extérieures à l'économie et irréductibles à celle-ci: l'économie ne peut donc prétendre les soumettre à sa propre loi, ni cependant les ignorer sous peine de détruire les supports de sa propre existence;

-dans ses propres limites, la sphère économique possède les caractéristiques des sphères auxquelles elle appartient : le travail n'est pas seulement une force qui s'échange sur le marché, mais l'activité d'une personne qui a une vie psychique et sociale et dont l'organisme obéit aux lois de la biologie. »

L'écologie, nouvelle porte d'entrée vers le socialisme.

Cette conception renouvelée de la relation nature-humain-économie constitue finalement une nouvelle porte d'entrée vers le socialisme. Historiquement, le socialisme est né de la question sociale, c'est à dire du rassemblement de ceux qui, opprimés par le système économique, ont cherché à élever leurs conditions de vie en transformant ce système productif. Aujourd'hui, la question écologique réinterroge également le fonctionnement du capitalisme. Prenons l'exemple des transports. En moyenne, un simple yaourt aux fraises parcourt près de 10000 kilomètres avant d'atteindre le réfrigérateur des consommateurs. Il faut mettre fin à ce gaspillage. Il est nécessaire de repenser l'organisation du système économique en exigeant des « relocalisations » en réponse aux délocalisations incessantes.

Subordonner l'économie aux exigences de l'environnement pour mieux répondre aux besoins humains, voilà une belle perspective pour les socialistes! ■